

**DÉLIBÉRATION N° 5.03**  
**DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 29 MARS 2023**  
**RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 22 MARS 2023**  
**AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTÉLIMAR**  
**SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET**

L'an deux mille vingt-trois, le 29 mars à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, M. Hervé ANDEOL, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Karim BENSID-AHMED, M. Pascal BEYNET, M. Daniel BUONOMO, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, Mme Sandra CEYTE, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Laurent CHAUEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Julien DECORTE, M. Julien DUVOID, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Marie-Josée GAUBERT, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Norbert GRAVES, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Cyril MANIN, Mme Florence MERLET, Mme Sandrine MOURIER, M. Karim OUMEDDOUR, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT, M. Dorian PLUMEL, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : M. Chérif HEROUM (pouvoir à Mme Ghislaine SAVIN), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à M. Laurent CHAUEAU), M. Laurent LANFRAY (pouvoir à Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Marie-Christine MAGNANON), Mme Emeline MEHUKAJ (pouvoir à M. Cyril MANIN), Mme Fabienne MENOVAR (pouvoir à M. Jacques ROCCI), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Maryline ROISSAC (pouvoir à Mme Marielle FIGUET), Mme Demet YEDILI (pouvoir à M. Philippe LHOTTELLIER).

EXCUSÉS : M. Alain DORLHIAC (représenté par Mme Marie-Josée GAUBERT, suppléante), Mme Josiane DUMAS.

ABSENTE : Mme Catherine MATSAERT.

Secrétaire de séance : M. Christophe ROISSAC.

**5.03 \_ COMMUNE DE PUYGIRON - BILAN DE LA CONCERTATION DU PUBLIC RELATIVE À LA DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Rapporteur : M. Laurent CHAUEAU, Vice-président

La commune de PUYGIRON est couverte par un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé depuis le 10 mai 2012, et ayant depuis, fait l'objet de plusieurs procédures d'évolutions : mise à jour du PLU en date du 29 novembre 2016, mise en compatibilité du PLU pour la Vélo Route Voie Verte déclarée d'utilité publique, actée par arrêté préfectoral en date du 15 mars 2017, et mise à jour en date du 7 avril 2022.

MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION procède, à la demande de la commune et en étroite collaboration avec elle et avec le porteur de projet (SAS ROFFAT) à la Déclaration de Projet Emportant Mise en Compatibilité n°2 du PLU de PUYGIRON.

La présente procédure a pour objectif de permettre l'extension de la carrière de roches massives et de granulats de calcaire au lieu-dit « Estrepy » à Puygiron, dans la continuité Ouest de l'actuel site d'extraction, sur une surface de 5 hectares au niveau des parcelles A n°322 et n°323 (pour partie). Cette extension spatiale n'a pas pour effet d'augmenter significativement le volume de roches traité, ni le nombre de poids-lourds par rapport à l'exploitation autorisée aujourd'hui.

Le projet est considéré d'intérêt général dans la mesure où il permettra de :

- Maintenir une activité économique locale, qui emploie 12 personnes directement et une soixantaine indirectement liée aux transports et services ;
- Répondre aux besoins en granulats des entreprises locales des activités du BTP,
- Satisfaire les besoins en enrochement de qualité, notamment pour les aménagements hydrauliques de la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) et des collectivités locales,
- Répondre aux orientations du Schéma Régional des Carrières d'Auvergne-Rhône-Alpes (SRC) qui privilégie les extensions de carrières existantes plutôt que la création de nouvelles ainsi que les carrières de roches massives plutôt que les carrières alluvionnaires,
- Contribuer à la valorisation de déchets inertes du secteur d'activité des BTP,
- A la lecture du PLU en vigueur, les parcelles du projet cadastrées A n°322 et n°323 (pour partie) sont classées en zone Naturelle (N), sont soumises à un Espace Boisé Classé (EBC) interdisant tout défrichement forestier, et ne sont pas couvertes par une trame spécifique autorisant l'exploitation des richesses du sol et du sous-sol en y créant des carrières. En l'état actuel du PLU, la mise en œuvre du projet d'intérêt général d'extension de la carrière existante n'est donc pas possible. Il est donc nécessaire de faire évoluer le PLU. La Déclaration de Projet Emportant Mise en Compatibilité (DPEMC) est la procédure adaptée : sur la base d'un exposé justifiant l'intérêt général du projet, les pièces du PLU non compatibles sont rendues compatibles au projet. Cette procédure est régie par les articles L.300-6, L.153-54 à L.153-59 du Code de l'urbanisme.

Cette procédure consiste donc à :

- Compléter le Rapport de Présentation en justifiant l'intérêt général du projet, la mise en compatibilité des pièces du PLU au projet jugé d'intérêt général et la compatibilité de cette procédure au regard des documents de norme supérieure. Cet additif comprend l'Évaluation Environnementale ;
- Adapter le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) afin d'intégrer la possibilité d'extension de la carrière ;
- Modifier le règlement graphique pour :
  - étendre la trame spécifique autorisant les carrières sur les parcelles concernées par le projet, au sein de la zone Naturelle ;
  - supprimer la trame Espace Boisé Classé (EBC) au droit du projet d'extension.

Par ailleurs, le projet fait l'objet d'une évaluation environnementale. A ce titre, il doit être soumis à une concertation du public conformément à l'article 40 de la Loi d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique (ASAP) du 07 décembre 2020, codifiée à l'article L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme.

Basé sur la délibération n°6.1/2021 du 30 juin 2021 fixant les modalités de mise à disposition du public des procédures d'évolution de PLU soumises à évaluation environnementale, l'arrêté communautaire n°2022.12.82A signé en date du 11 janvier 2023 a ouvert la concertation au public relative à cette Déclaration de Projet Emportant Mise en Compatibilité n°2 du PLU de la commune de PUYGIRON.



Ainsi, conformément à cet arrêté, le public a été consulté sur ce projet du mercredi 1<sup>er</sup> février 2023, 9h00 au vendredi 3 mars 2023, 12h00.

Différents moyens d'informations ont été mis en œuvre pour avertir la population :

- Annonce légale dans Le Dauphiné Libéré,
- Affichages de l'arrêté communautaire et de l'avis à la population en mairie de PUYGIRON et à la Maison des Services Publics à MONTÉLIMAR (siège de MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION),
- Parutions sur les sites internet de la mairie et de l'Agglomération,
- Publications sur la page Facebook de l'Agglomération,
- Affichage de l'avis au public et de l'arrêté communautaire à l'entrée du site, côté route d'Espeluche.
- Le dossier de concertation ainsi que le registre d'expression ont été disposés sur deux sites :
  - En mairie de PUYGIRON, 14 place du Château,
  - Au siège de MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION, à la Maison des Services Publics, 1 avenue Saint-Martin à MONTÉLIMAR,

Le dossier de concertation a été également mis en ligne sur les sites internet de la mairie et de l'Agglomération.

Conformément à l'article L.103-6 du Code de l'urbanisme, à l'issue de la concertation, la collectivité en arrête le bilan. C'est l'objet de cette présente délibération.

Ainsi, dans le cadre de cette concertation du public, six observations ont été émises :

- Une observation du public a été consignée sur le registre présent en mairie. Aucune observation n'a été consignée sur le registre présent au siège de MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION, Maison des Services Publics.
- Quatre courriers postaux ont été reçus en mairie.
- Un courrier a été envoyé par mail à la mairie.

Cinq de ces six observations sont défavorables au projet d'extension de la carrière et une d'entre elles remet également en cause l'intérêt général du projet. Globalement, les arguments négatifs envers ce projet sont liés :

- à la présence du captage d'eau potable de la Vesque, sur la commune de Montboucher-sur-Jabon,
- à la présence du repos d'eau de Piérougier sur la commune d'Espeluche,
- au risque sismique existant sur le territoire,
- à la circulation des poids-lourds liés à cette activité qui ne respectent pas l'itinéraire emprunté ni les vitesses règlementaires, et qui génèrent de l'insécurité routière ainsi que des désagréments tels que poussières / gravillons, déformations de la chaussée et de ses bas-côtés.
- à une analyse des impacts sur les biens et les personnes limitée à la commune de Puygiron alors même que la carrière est proche d'habitations situées sur la commune d'Espeluche,
- à une insuffisance d'information auprès des élus de la commune d'Espeluche.

Plusieurs arguments évoqués n'entrent pas dans les champs d'intervention du Code de l'urbanisme et donc du Plan Local d'Urbanisme (comme à titre d'exemple, la vitesse des camions de la carrière sur la route départementale, les déformations de chaussée...) et ne pourront être prises en compte. Ces arguments seront toutefois transmis aux personnes compétentes.

Concernant l'insuffisance d'information des élus d'Espeluche, il est bien prévu dans la procédure que la commune soit consultée comme toutes les communes limitrophes à Puygiron sur un dossier consolidé, après concertation préalable du public.

Concernant les autres arguments invoqués, des éléments complémentaires seront insérés au dossier avant sa transmission pour les différentes consultations à effectuer conformément au code de l'Urbanisme. Dans le cadre de ces consultations, le département de la Drôme sera à même d'indiquer ses recommandations et/ou réserves par rapport à sa compétence routière ; il en sera de même de l'État pour le risque sismique ou la protection de la ressource en eau.

Aussi, par rapport au dossier de concertation qui se voulait synthétique, le dossier de consultation sera approfondi pour être plus détaillé, notamment sur les sujets soulevés dans le cadre de la concertation, avant d'être envoyé pour consultation et d'être soumis à enquête publique.

En effet, une fois le dossier de déclaration de projet complété, la procédure sera poursuivie et entrera dans une phase plus administrative. Le dossier d'évolution du PLU sera transmis pour avis à la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF), à la Chambre d'Agriculture, à l'Institut National de l'Origine et de la qualité (INAO) et au Centre National de la Propriété Forestière (CNPF) (au titre de l'article L.112-3 du Code rural et de la pêche maritime et de l'article R.153-6 du Code de l'urbanisme), à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) pour l'Évaluation Environnementale ainsi qu'aux Personnes Publiques Associées (PPA) et aux Personnes Publiques Consultées (PPC).

La population pourra à nouveau consulter et s'exprimer sur ce projet d'évolution du PLU dans le cadre de l'enquête publique qui suivra.

A l'issue de l'enquête, le dossier final qui sera éventuellement adapté à la suite de ces consultations et enquête publique, sera soumis au vote du Conseil Communautaire.

**Le Conseil communautaire, à l'unanimité** (2 abstentions : Mme Cécile GILLET et M. Christophe ROISSAC), **DÉCIDE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.103-2, L.300-6 et L.153-54 à L.153-59 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de PUYGIRON approuvé en date du 10 mai 2012 et ses différentes évolutions,

Vu la délibération du conseil communautaire de MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION en date du 14 avril 2017, actant le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme et Carte Communale des communes à la communauté d'agglomération MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION au 27 mars 2017,

Vu la délibération du conseil municipal de Puygiron en date du 19 décembre 2022 sollicitant MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION pour faire évoluer le PLU et permettre la réalisation de l'extension de la carrière ROFFAT,

Vu la délibération du conseil communautaire de MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION en date du 30 juin 2021, fixant les modalités de la mise à disposition du dossier au public dans le cadre d'une modification ou mise en compatibilité d'un PLU soumise à évaluation environnementale,

Vu l'arrêté communautaire n°2022.12.82A signé en date du 11 janvier 2023, portant ouverture de la concertation au public relative à cette déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°2 du PLU de la commune de PUYGIRON,

Vu la concertation du public qui s'est tenue du mercredi 1<sup>er</sup> février 2023, 9h00 au vendredi 3 mars 2023, 12h00 et le dossier de concertation ci-annexé,

Vu le bilan de la concertation ci-annexé,

Considérant que le bilan de la concertation du public relative à la Déclaration de Projet Emportant Mise en Compatibilité n°2 du PLU de la commune de PUYGIRON est prêt à être tiré,



Considérant certaines remarques nécessitant de compléter le projet et permettant donc la poursuite de la procédure qui comprendra ultérieurement une enquête publique, avant la présentation du dossier finalisé en Conseil communautaire pour approbation,

Après avoir entendu l'exposé précédent,  
Après en avoir délibéré,

**DE TIRER** le bilan de la concertation du public conformément à l'article L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme ;

**D'ACTER** la nécessité de compléter le dossier sur quelques points notamment la ressource en eau, le risque sismique, les populations riveraines situées sur la commune d'Espeluche, à l'issue de ce bilan pour tenir compte de la concertation du public,

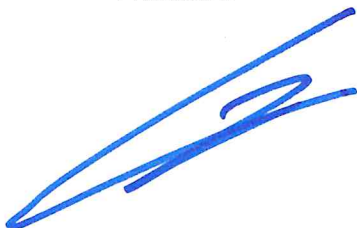
**DE DIRE**, qu'à la vue de ce bilan, la procédure peut être poursuivie et que le dossier sera transmis pour consultation à la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF), à la Chambre d'Agriculture, à l'Institut National de l'Origine et de la qualité (INAO) et au Centre National de la Propriété Forestière (CNPF) (au titre de l'article L.112-3 du Code rural et de la pêche maritime et de l'article R.153-6 du Code de l'urbanisme), à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) pour l'Évaluation Environnementale et aux Personnes Publiques Associées (PPA) et aux Personnes Publiques Consultées (PPC) ;

**DE DIRE** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.153-20 et 21 du Code de l'urbanisme, d'un affichage à la Communauté d'Agglomération MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION et à la Mairie de PUYGIRON pendant un mois ;

**DE CHARGER** Monsieur le Président ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,  
POUR EXPÉDITION CONFORME  
Fait à la Communauté d'Agglomération le 30 mars 2023

Julien CORNILLET  
Président



Christophe ROISSAC  
Secrétaire de séance

